



Nos organisations syndicales ont décidé de **BOYCOTTER LE COMITE TECHNIQUE D'ADMINISTRATION CENTRALE DU 26 NOVEMBRE 2013.**

Nous refusons d'être otages du « monologue social » !

L'ordre du jour fixé par l'administration ne laisse aucun espace à la concertation puisqu'il ne s'agit que d'informations :

► Sur la présentation du budget 2014 de l'Administration centrale,

1^{er} point de l'ordre du jour :

il est déjà décidé ! les représentants ne peuvent pas le modifier. Ce budget, dans la suite de ceux qui l'ont précédé et ont déjà supprimé des centaines d'emplois (près de 500 effectifs en moins entre 2010 et 2012 ; 160 emplois supprimés en 2013, 180 emplois en moins programmés en 2014), va encore aggraver la situation en centrale. Situation lourde de conséquences sur les conditions de travail que nous ne cessons de dénoncer en appelant à l'ouverture d'un véritable dialogue social.

► Sur la Mutualisation des fonctions support au sein du ministère de l'Économie et des finances.

2^{ème} point de l'ordre du jour :

La lettre adressée aux directions par les Ministres, Cazeneuve et Moscovici, le 29 octobre 2013 est explicite. Elle montre clairement **QUE LES DECISIONS ONT DEJA ETE PRISES SANS AUCUNE CONCERTATION.**

Les fonctions visées par la mutualisation dont le seul but est de réduire les coûts et les moyens sont les suivantes :

- Ressources humaines,
- Systèmes d'information
- Fonction budgétaire et comptable
- Fonction immobilière
- Fonction achats
- Fonction communication
- Fonction juridique

C'est à dire l'essentiel des missions de l'administration centrale !

Devant ces changements importants pour les services concernés, les ministres exigent des directions en ordre de bataille, en concluant leur lettre de la manière suivante :

« Certaines évolutions viendront bouleverser des modes de fonctionnement bien établis. Nous vous demandons de mener un effort d'explication par rapport à vos cadres et collaborateurs, afin que nous puissions mettre en œuvre dans de bonnes conditions des réformes que le contexte budgétaire rend indispensables et qui permettront de concentrer les moyens disponibles sur les fonctions opérationnelles ». (sic !)

Déjà, les fédérations des Finances ont exigé que le point Mutualisation des fonctions support soit, pour l'instant, uniquement abordé en Comité technique ministériel du 6 décembre 2013.

Pour l'administration centrale, avec encore 180 suppressions de postes en 2014 et ces nouvelles restructurations imposées, les conditions de travail vont encore se dégrader.

La souffrance au travail explose y compris en administration centrale, malheureusement illustrée par 26 suicides au ministère en 2012, et la semaine dernière encore un drame à l'ONP !

IL EST TEMPS DE DIRE : ÇA SUFFIT !